La consultation populaire du 7 décembre 2003 et ses implications

Analyse de quelques paradoxes martiniquais

The December 7, 2003 Referendum and the implications thereof: analysis of a few Martinican paradoxes

Justin Daniel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/plc/182>

DOI : 10.4000/plc.182

ISSN : 2117-5209

Éditeur

L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2007

Pagination : 151-177

ISBN : 2-296-01986-2

ISSN : 1279-8657

Référence électronique

Justin Daniel, « La consultation populaire du 7 décembre 2003 et ses implications », *Pouvoirs dans la Caraïbe* [En ligne], 15 | 2007, mis en ligne le 13 janvier 2011, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/plc/182> ; DOI : 10.4000/plc.182

NOTE DE RECHERCHE

LA CONSULTATION POPULAIRE DU 7 DECEMBRE 2003

ET SES IMPLICATIONS :

ANALYSE DE QUELQUES PARADOXES MARTINICAIS¹

Justin DANIEL

Maître de conférence de science politique

Directeur du CRPLC

Université des Antilles et de la Guyane

L'idée de cette recherche a germé à la suite des interrogations suscitées par la consultation populaire du 7 décembre 2003 sur l'évolution institutionnelle de la Guadeloupe et de la Martinique et les élections régionales et cantonales de mars 2004. La mise en perspective de ces deux séquences électorales dévoile, en effet, une série de paradoxes qui ne peuvent laisser indifférent l'analyste soucieux de dépasser le commentaire plus ou moins lâche de l'actualité ou la démarche purement intuitive, afin d'explorer un terrain encombré par des vérités populaires.

L'étude de terrain présentée ici porte sur le cas de la Martinique. Elle se donne pour ambition de répondre à un double paradoxe : d'une part, la victoire – certes très étroite, mais victoire néanmoins, du « non » lors de la consultation du 7 décembre 2003 – alors que l'immense majorité des élus locaux appelaient à voter en faveur de la création d'une collectivité territoriale se substituant au département et à la région ; d'autre part, le plébiscite du président indépendantiste sortant, Alfred Marie-Jeanne, aux élections régionales de 2004, moins de quatre mois après le rejet d'une réforme analysée par ses promoteurs, y compris les différentes mouvances indépendantistes, comme mineure. Une réforme qui a d'ailleurs été présentée par ceux qui l'ont combattue comme la remise en cause de l'équilibre institutionnel réalisé à partir de 1946 dans le cadre du processus de la départementalisation. Elle a également été perçue, semble-t-il, par une majorité d'électeurs comme la fin de cet équilibre. Autrement dit, comment se combinent l'attachement aux

¹ Nous tenons à remercier le conseil scientifique de l'Université des Antilles et de la Guyane et le département de la Martinique qui ont participé au financement de l'enquête de terrain à l'origine de cette note de recherche. Nos remerciements vont également aux collègues qui se sont directement impliqués dans la réalisation de ce projet, en particulier Marie-Joseph Aglae et Emmanuel Jos, ainsi qu'aux doctorantes du CRPLC, juristes reconverties pour la circonstance en enquêtrices sur le terrain et qui ont accompli un travail remarquable : Sylvie Calixte, Francine Gémieux, Joëlle Kabile, Myriam Mieville, Sabrina Prudent, Isabelle Vestris et Ulrike Zander.

institutions départementales et la reconduction à la tête de la région d'un président indépendantiste dont la rhétorique et le discours politique sont indexés sur la dénonciation du statut départemental ?

L'objet de l'enquête de terrain ainsi réalisée est de fournir un début d'explication à ces quelques paradoxes en opérant la jonction avec le travail de réflexion mené depuis plusieurs années au sein du CRPLC sur le thème de *La démocratie locale dans les territoires périphériques de la République*². La technique utilisée est celle des entretiens semi-directifs sur la base d'un échantillon raisonné de la population³, à l'exclusion du personnel politique dont les comportements ont été analysés ailleurs⁴. Loin de toute prétention à l'exhaustivité ou à la représentativité, il s'agit de tenter de restituer la cohérence globale des comportements et des attitudes des citoyens ainsi que les logiques qui les sous-tendent, et de mettre au jour leurs perceptions de l'enjeu institutionnel. Placé au cœur des échanges politiques tout au long de la campagne sur la réforme institutionnelle, structurant la vie politique insulaire depuis plusieurs décennies, ce dernier conditionne assurément les attitudes et les comportements politiques observables à la Martinique.

La démarche repose très largement sur une forme d'introspection rétrospective puisqu'elle a consisté à recueillir des attitudes, des opinions et les

² Elaboré dans le cadre d'un appel à propositions du Groupe de Recherche sur l'Administration Locale en Europe (GRALE), piloté par Jean-Luc Albert, avec la participation d'Isabelle Dubost, de Michel Giraud et de Justin Daniel, ce programme de recherche a fait l'objet d'une restitution partielle sous la forme d'un rapport intermédiaire disponible sur le site du GRALE à l'adresse suivante <http://grale.univ-paris1.fr/pgscient/5%20Sorbets/RappJLAlbert.pdf>, et des *Journées d'étude des 4 et 5 novembre 2004* qui se sont déroulées sur le campus universitaire de Schœlcher à la Martinique. Un ouvrage faisant la synthèse de l'ensemble des travaux est en préparation.

³ L'échantillon n'a aucune prétention en matière de représentativité dans la mesure où il s'agit d'entretiens semi-directifs. Il est néanmoins composé de 46 individus, soit 28 femmes et 18 hommes. L'ensemble des secteurs géographiques de l'île a été pris en compte, avec cependant une sous-représentation du Nord Caraïbe et une légère surreprésentation du centre et du sud. Toutes les classes d'âge sont représentées ainsi que les principaux secteurs d'activité ainsi que les chômeurs et les retraités, sans oublier les différents niveaux socioculturels.

⁴ Sur ce point, voir Daniel Justin, « Les élus face à la réforme institutionnelle et à l'acte II de la décentralisation la difficile conciliation d'aspirations contradictoires » à paraître dans Thierry Michalon (ed.), *Entre assimilation et émancipation l'outre-mer français dans l'impasse*, Paris, Editions les Perséides, 2006. Il va sans dire que la séparation opérée ici entre ces deux ordres de comportements, ceux des élites politiques et ceux des citoyens, est purement analytique, les explications proposées passant nécessairement par la mise au jour des interactions entre ces deux ordres de comportements.

représentations qui leur sont associées postérieurement aux évènements étudiés. En effet, l'enquête de terrain s'est déroulée entre juillet et septembre 2004, c'est-à-dire après la consultation populaire et les élections régionales et cantonales. Toutefois, son exploitation a pris en considération des éléments fournis par des investigations réalisées sur un thème connexe et complémentaire par une doctorante entre septembre et décembre 2003 et en avril 2004.

Après un bref rappel du contexte dans lequel s'est déroulée la consultation du 7 décembre 2003, on s'arrêtera plus particulièrement sur le niveau de participation des électeurs, compte tenu de l'abstentionnisme structurel qui caractérise la vie politique à la Martinique, avant de dégager les principales conclusions qui s'imposent à partir des données recueillies. Ces conclusions se ramènent à quatre constats principaux : 1) l'existence d'un déphasage entre la campagne électorale ayant précédé la consultation et les attentes exprimées par la population ainsi que leurs perceptions de l'enjeu ; 2) la quasi-disparition de partisans du *statu quo* alors que paradoxalement les résultats de la consultation populaire et des élections de mars 2004 concourent à sa pérennisation ; 3) la dégradation de l'image du personnel politique ; 4) l'existence d'un double phénomène de découplage, entre la consultation et les élections régionales et cantonales d'une part, et entre les enjeux locaux et les enjeux nationaux d'autre part.

Le contexte : la réactivation du débat institutionnel

La consultation populaire du 7 décembre 2003 résulte de la réactivation entre 1998 et 2003, sous une forme exacerbée, du débat récurrent sur l'évolution institutionnelle et/ou statutaire des départements d'outre mer. En effet, depuis la fin des années 50, cette question meuble régulièrement, selon une intensité variable d'une période à l'autre, la vie politique aux Antilles et en Guyane : tantôt elle sert de toile de fond aux échanges politico-symboliques, tantôt elle les détermine entièrement au point de saturer complètement l'espace public. Ce constat s'explique aisément au regard des contrariétés de l'expérience de départementalisation initiée à partir de 1946. S'inscrivant dans le prolongement de l'émancipation du système esclavagiste, elle même longtemps vécue comme une incomplétude, la départementalisation a correspondu à une demande d'appartenance à une communauté de citoyens de plein exercice. Mais les lenteurs dans l'extension des droits sociaux, les réticences du Gouvernement à mettre en œuvre le principe de l'identité

législative et l'interprétation restrictive des textes – en particulier l'article 73 de la constitution de 1958 – en font, sinon une espérance trahie, du moins un espace de citoyenneté inachevée⁵. D'où l'affirmation progressive du mouvement autonomiste au cours des années 60 et 70 aux Antilles (et en Guyane française et à La Réunion) et la formation de clivages partisans autour de la question du statut. De ce point de vue, trois séquences se chevauchant partiellement peuvent être grossièrement distinguées dans le cas de la Martinique. La première va de la fin des années 50 au début des années 80. Elle se caractérise par la structuration du champ partisan autour de trois mouvances politiques – départementaliste, autonomiste et indépendantiste – et la lutte pour l'extension de l'ensemble des droits, en particulier la composante sociale de la citoyenneté, comme par la revendication d'un pouvoir local renforcé et de la prise en compte des particularismes culturels formulée par les mouvements autonomistes qui peinent toutefois à s'imposer sur le plan électoral. La deuxième séquence commence au début des années 80 et correspond à une forme de dépoliarisation liée à l'arrivée de la gauche au pouvoir en France et à l'investissement des institutions décentralisées par sa contrepartie locale : durant ce laps de temps, l'enjeu du débat se déplace de la question statutaire *stricto sensu* vers la mise en œuvre des politiques publiques locales dans un cadre institutionnel partiellement rénové par les réformes de décentralisation. Enfin, la troisième séquence s'amorce au début des années 90 ; elle consacre la montée en puissance de forces politiques jusqu'alors périphériques – en particulier le Mouvement Indépendantiste Martiniquais (le MIM) – qui finissent par conquérir la région en 1998, avec le concours d'une frange de la droite et de la « gauche traditionnelle ». Parallèlement, on assiste à une modification sensible dans la formulation des revendications : la thématique de l'égalité, longtemps privilégiée, est reléguée au second rang au profit de celle des spécificités culturelles, qui influe à des degrés divers sur les propositions de réforme. De la droite traditionnellement portée à soutenir le pouvoir central et « départementaliste », dont une partie des composantes ne renierait pas d'ailleurs certains thèmes du discours nationaliste, à l'extrême-gauche indépendantiste, en passant par le mouvement autonomiste, la tendance est invariablement la même : souvent associée aux thèmes de la proximité et de l'efficacité, une forme de localisme – fortement instrumentalisée

⁵ Il convient de signaler que l'égalité sociale a été proclamée en 1996, soit cinquante ans après la promulgation de la loi du 19 mars 1946 transformant les « Quatre vieilles » colonies en départements d'outre-mer.

et déclinée tantôt à travers la revendication implicite d'une « nation sans Etat », tantôt d'un régionalisme rénové, tantôt d'un simple renforcement du pouvoir local – semble puiser sa justification ultime dans l'affirmation de la différence et de l'existence d'identités culturelles cristallisées.

C'est donc dans ce contexte, caractérisé en outre par les craintes suscitées par la construction européenne et par les effets induits de l'accélération du processus de mondialisation, mais aussi par un certain désenchantement à l'égard du fonctionnement des institutions décentralisées, que le débat sur l'avenir institutionnel des DOM a été réactivé à la Martinique – comme en Guadeloupe et en Guyane – au cours de la deuxième moitié des années 90. En réponse à cette revendication persistante, le Gouvernement de Lionel Jospin a ainsi lancé une réflexion sur l'avenir institutionnel des DOM au terme d'un débat à l'Assemblée nationale spécialement consacré à l'outre mer le 23 octobre 1998. Contestée par les trois présidents des régions de Guadeloupe, de Guyane et de Martinique, respectivement Lucette Michaud-Chevry, Antoine Karam et Alfred Marie-Jeanne⁶, cette démarche a néanmoins débouché sur la rédaction d'une série de rapports, dont celui élaboré par deux parlementaires originaires de l'outre mer, le député Michel Tamaya de La Réunion et le Sénateur Claude Lise de la Martinique⁷, ayant servi de matrice à la loi d'orientation pour l'outre mer (LOOM)⁸ promulguée le 13 décembre 2000. Cette loi aborde la question institutionnelle en instituant un Congrès des élus départementaux et régionaux, auxquels s'ajoutent les parlementaires, chargé de délibérer sur toute proposition d'évolution institutionnelle avant transmission au Premier ministre. Il n'est guère besoin de s'appesantir ici sur la portée juridique d'un tel dispositif⁹. Il suffit simplement de constater, d'un point de vue strictement

⁶ Ces trois présidents ont signé le 1^{er} décembre 1999 la *Déclaration de Basse-Terre* qui se présente comme un manifeste pour l'autonomie, même si le terme lui-même n'est pas repris, et qui contribuera à alimenter le débat politique local.

⁷ Lise, Claude et Michel Tamaya. *Les départements d'outre-mer aujourd'hui: la voie de la responsabilité. Rapport au Premier ministre*, Paris : la Documentation française (*Collection des rapports officiels*), 1999.

⁸ Sur ce point, on pourra se reporter à l'ouvrage suivant Elfort, Maude, Jean-Yves Faberon, Valérie Goesel-Le Bihan, *et al. La loi d'orientation pour l'outre mer du 13 décembre 2001*, Aix-en-Provence Presses Universitaires d'Aix-Marseille (*Collectivité locales*), 2001.

⁹ Voir Luchaire, François. « Le Congrès dans les départements d'outre-mer » in Maude Elfort, Jean-Yves Faberon, Valérie Goesel-Le Bihan, Thierry Michalon & Fred Réno (eds), *La loi d'orientation pour l'outre mer du 13 décembre 2001*, *Ibidem.*, pp. 387-395.

politique, qu'il s'agit d'un cadre d'expression offert aux élus locaux invités ainsi à se prononcer sur les institutions qu'ils souhaitent. Un tel espace de débat prétend rompre avec la tradition jacobine consistant à introduire dans les DOM des réformes qui, en dépit de quelques ajustements à la marge, sont fréquemment contestées localement en raison de leur inadaptation supposée. Objet d'une intense appropriation de la part des élus locaux soucieux de s'affirmer face au pouvoir central métropolitain, ce nouveau dispositif a permis d'organiser trois sessions du Congrès entre juin 2001 et avril 2002, puis en avril 2003 à la suite de la réforme constitutionnelle posant un nouveau cadre auquel les propositions élaborées localement ont dû néanmoins se conformer, compte tenu des changements politiques intervenus en France à partir du mois d'avril 2002. Puissamment relayés par la presse, ces échanges ont débordé le cercle restreint du personnel politique pour nourrir des discussions dans l'ensemble de l'île, en dépit d'une maîtrise très inégalement partagée des enjeux au sein de la population, comme le révèlent les conclusions de cette enquête et la mobilisation relativement faible du corps électoral lors de la consultation populaire.

Une mobilisation relativement faible du corps électoral

Il convient tout d'abord de rappeler la question posée aux électeurs. En effet, la complexité de sa formulation n'est probablement pas étrangère à une participation, qui quoique supérieure à celle enregistrée pour certaines catégories de scrutin, demeure globalement faible. Ainsi, le corps électoral a été invité à répondre par « oui » ou par « non » à la question suivante :

« Approuvez-vous le projet de création en Martinique d'une collectivité territoriale demeurant régie par l'article 73 de la Constitution, et donc par le principe de l'identité législative avec possibilité d'adaptations, et se substituant au département et à la région dans les conditions prévues par cet article ? »

Il est difficile d'établir des comparaisons avec des élections antérieures, compte tenu de la nature et du caractère historique – pour la première fois les citoyens ont été appelés à se prononcer sur le devenir institutionnel de la Martinique – du scrutin. Néanmoins, le taux de participation – 44.10 % – appelle un double commentaire.

D'une part, il correspond à un niveau intermédiaire entre deux situations extrêmes : largement supérieur au taux de participation au referendum

du 24 septembre 2000 sur l'instauration du quinquennat (12.9 %) et, de manière plus générale, aux referendums précédents ou encore aux élections européennes (17.95 % en 2005 et 11.62 % en 1999), il reste toutefois nettement inférieur à celui enregistré pour les élections municipales de 2001 (64.23 %). Il se rapproche de celui observé pour les deux dernières élections régionales (45.44 % en 1998 et 48.02 % au premier tour de mars 2004) ou aux élections cantonales organisées depuis le milieu des années 80 (cf. tableau ci-dessous).

D'autre part, il demeure intrinsèquement faible au regard de la dramatisation de l'enjeu et de l'intensité de la campagne qui a précédé la consultation, tout en s'inscrivant dans un long processus de décélération et de déclin de la participation à toutes les élections, à l'exception des scrutins municipaux. Ainsi, le taux d'abstention est passé de 34.87 % en 1965 à 64.62 % en 2002 pour l'élection présidentielle, malgré un léger recul en 1988 (42.37 %), de 39 % en 1961 à 71.63 % (avec un record absolu en 2000, soit 87.10 %) pour les différents referendums organisés sous la Cinquième République, de 61% en 1983 à 48.10 % au 1^{er} tour de 2004, pour les élections régionales, l'étiage ayant été atteint en 1998 avec 45.11 %. Seules les élections municipales semblent résister à cette baisse tendancielle de la participation. Ce désengagement électoral s'est poursuivi avec une certaine constance depuis le début des années 80.

Taux d'abstention aux élections, département de la Martinique (1981-2005)

Referendums	1988	1992	2000	2005				
	83,42	75,56	87,10	71,63				
Présidentielles (1 ^{er} tour)	1981	1988	1995	2002				
	51.65	42.37	59.23	64.62				
Européennes	1984	1989	1994	1999	2004			
	70.04	83.68	82.77	88.38	82.05%			
Législatives (1 ^{er} tour)	1981	1986*	1988	1993	1997	2002		
	63.39	41.35	60.47	52.73	57.40	60.66		
Régionales	1983	1986	1990	1992	1998	2004		
	38.89	39.52	55.24	42.33	54.56	51,98 (1 ^{er} tour)		

Cantoniales	1982	1985	1988	1992	1994	1998	2001	2004
(1 ^{er} tour)	55.56	46.05	60.25	54.62	49.94	61.35	50.27	55.56
Municipales (1 ^{er} tour)	1983	1989	1995	2001				
	35.73	33.52	42.44	35.77				

* Les élections législatives de 1986 ont été organisées sur la base de la représentation proportionnelle.

Ce taux de participation relativement faible est donc le reflet d'un abstentionnisme structurel, caractéristique de la vie politique martiniquaise, dont les effets sont aggravés par l'évolution sociologique et politique de la société martiniquaise au cours de ces dernières décennies ; phénomène amplifié par une série de facteurs conjoncturels tenant à la nature spécifique de l'enjeu de la consultation, aux modalités de son appropriation par les électeurs et au contexte sociopolitique ayant présidé à l'organisation et au déroulement de la consultation elle-même.

Ainsi les causes de l'abstentionnisme structurel sont-elles à rechercher dans la conjugaison de trois séries d'éléments aux effets cumulatifs. En premier lieu, l'existence d'une frange d'abstentionnistes « hors du jeu politique » selon la formule d'Anne Muxel¹⁰ : il s'agit en particulier des catégories sociales démunies, faiblement instruites, souvent en difficulté d'insertion professionnelle, voire en voie de marginalisation, peu portées à participer et à s'investir dans l'action collective. L'on sait, en effet, contrairement à une idée largement répandue, que les rapports à la politique et au vote varient considérablement au sein de la catégorie générique et homogénéisante des citoyens, en raison du niveau d'information de ces derniers, lui même variable, et de capacités inégalement partagées à maîtriser les enjeux du vote¹¹. Cette frange d'abstentionnistes – dont le profil sociographique peut être rapproché de celui de la catégorie des non-inscrits – est parfois tentée de développer un discours critique à l'égard de la politique et de ses acteurs :

¹⁰ Sur ce point, voir Muxel, Anne. « La poussée des abstentions : protestation, malaise, sanction » in Pascal Perrineau & Colette Ysmal (eds), *Le vote de tous les refus : les élections présidentielle et législatives de 2002*, Paris : Presses de Sciences Po, 2003.

¹¹ Gaxie, Daniel, « Les rapports à la politique et au vote varient selon divers facteurs, dont le niveau socio-culturel... », *Pouvoirs locaux*, n° 62 (III), 2004, pp. 47-57.

« Je n'avais rien compris dans le débat. C'était un charabia infernal. Ce qui fait que je n'ai pas voté. La même personne disait de voter 'oui', puis 'non' deux jours plus tard. Si les politiciens n'arrivaient pas à se comprendre, c'est pas la population qui aurait pu comprendre. J'ai demandé à Marie Michelle¹². Elle a dit qu'elle ne peut pas m'aider parce que c'est un choix personnel.... Quand ils passaient ces trucs à la télévision, je changeais de canal. Je connais beaucoup de personnes qui n'ont pas voté parce qu'elles n'ont rien compris ». (Femme de ménage, 45 ans, 6 personnes à charge).

Il convient d'ajouter que l'affaiblissement des structures d'encadrement des couches populaires (cf. *infra*), en particulier les partis et les syndicats, tend incontestablement à aggraver le phénomène abstentionniste. Le contraste est frappant avec les expériences passées : sous-tendues par le souffle républicain, lui-même en voie d'épuisement aujourd'hui, les activités de ces organisations ont jadis généré des micro-mécanismes de mobilisation qui incitaient les catégories faiblement concernées par la politique, soit à compenser leur absence d'implication dans le jeu par des modes populaires d'expression politique¹³, soit à se déplacer jusqu'aux bureaux de vote ; aujourd'hui, la relative discrétion de ces organisations et la quasi-disparition des lieux politiques et syndicaux de transmission des savoir-faire militants, le déclin des règles classiques de la socialisation politique comme l'apprentissage du « catéchisme » républicain et des figures du militantisme idéologique contribuent désormais à entretenir un processus de distanciation de ces mêmes catégories à l'égard de la politique¹⁴.

En second lieu, le type de rapport entretenu par la population avec les institutions politiques influe directement sur la mobilisation électorale. Traditionnellement, plus les institutions sont perçues comme éloignées de ses préoccupations immédiates, moins elles favorisent la participation de

¹² Pour des raisons d'anonymat, nous avons volontairement modifié le nom de la personne sollicitée, celle-ci exerçant un poste de responsabilité pour le compte de la région Martinique.

¹³ Daniel, Justin, « Les formes d'expression politique dans la Caraïbe: ambivalence et paradoxes de l'ordre politique », contribution écrite au Colloque: *Une culture contre le politique? Expériences afro-américaines de la (non?) production d'un ordre politique*, Table ronde du CERI, Paris (CERI), 16 juin 2003 (à paraître).

¹⁴ Sur cette évolution observable ailleurs, voir Matonti, Frédérique (éd.). *La démobilisation politique*, Paris : La Dispute, (*Pratiques politiques*; 3), 2005 ; Gaxie, *op. cit.*

cette population¹⁵, sauf en cas de forte polarisation autour de la question statutaire comme ce fut le cas durant les années 60-70. Au long de cette période en effet, la politisation s'opérait moins à partir des programmes locaux que sur la base d'un affrontement autour du lien unissant l'île à la métropole. Or depuis une quinzaine d'années, se développe une dépolitisation du discours politique perceptible, entre autres, à travers la déconnexion devenue classique entre le débat sur la question institutionnelle/statutaire qui structure en permanence la vie politique et les campagnes électorales proprement dites qui restent axées sur des programmes d'action locaux, voire des enjeux micro-dimensionnels. Une telle dépolitisation a en quelque sorte été naturalisée par la campagne pour la consultation (et celle des élections régionales et cantonales de mars 2004 largement dominée par le credo consensuel de la démocratie de « proximité »). Outre la tendance des milieux partisans à se rétracter autour des collectivités locales et de leur gestion, force est d'admettre que les élus, en particulier les promoteurs de la réforme institutionnelle, ont fonctionné par délégation aux « experts » – à défaut de militants – dans le cadre de la campagne d'explication, entretenant ainsi une vision abstraite, purement technique et totalement désincarnée des institutions perçues comme imperméables aux expériences pratiques et aux attentes de la population. Cette délégation aux « experts » apparaît comme un facteur supplémentaire de brouillage et de démobilitation d'un corps électoral en mal de repères :

« Le débat était simple, mais les explications étaient compliquées dans la mesure où le Martiniquais était balloté entre, d'un côté, les explications des professeurs d'université qui affirmaient qu'il n'y aurait pas eu de changement de statut, mais des changements au niveau de la Constitution, et d'un autre côté, le point de vue des hommes politiques qui expliquaient qu'il s'agissait d'une ouverture vers un changement statutaire définitif ». (Chef d'entreprise, 30 ans, abstentionniste)

¹⁵ De ce point de vue, ce n'est nullement un hasard si les records d'abstention sont battus, en métropole comme à la Martinique, aux élections européennes en raison du manque de lisibilité des enjeux politiques, économiques et sociaux propres à ce type d'élection – qui tend à renforcer le sentiment d'éloignement engendré par la géographie – et d'une certaine perplexité face à la complexité des rouages politiques européens. Il n'est pas non plus étonnant que l'Europe soit essentiellement appréhendée comme un guichet de distribution d'aides à travers les fonds structurels souvent sollicités comme arguments dans les campagnes électorales.

Au delà de cette difficulté à se repérer dans un débat jugé trop complexe, ou face à une offre électorale considérée comme trop confuse, une situation symétrique de celle décrite précédemment à travers les « abstentionnistes hors jeu » a incontestablement favorisé la démobilisation : celle caractérisant les abstentionnistes dans le « jeu politique ». Isolée par les travaux d'Anne Muxel¹⁶ en France, cette catégorie qui pèse de plus en plus sur les scrutins est nettement perceptible à travers l'échantillon examiné. Il s'agit des individus pratiquant une abstention intermittente, notamment de jeunes qui sont loin d'être en difficulté d'insertion, qui manifestent un intérêt et une connaissance minimale du jeu politique, mais qui s'abstiennent sans qu'il s'agisse d'une désaffection politique. Tel est le cas par, exemple, d'un étudiant de 23 ans en « BTS qualité » qui affirme ne pas « *aimer suivre les campagnes électorales, les hommes politiques ne cherchant pas à construire* », tout en déclarant s'intéresser aux problèmes qu'ils abordent à travers leurs discours, ou encore de cette gérante d'exploitation agricole qui déclare avoir été attentive à toute la campagne, tient un discours relativement construit sur les avantages et les inconvénients du « oui » et du « non », mais qui s'est abstenu aussi bien lors de la consultation qu'au cours des élections régionales et cantonales qui ont suivi, désabusée face à l'incapacité des hommes politiques à répondre à ses attentes.

Enfin, cette attitude est souvent liée à une forme de désenchantement à l'égard des institutions politiques doublée en la circonstance d'une certaine lassitude à l'égard du personnel politique : à tort ou à raison, les électeurs ne semblent plus se retrouver dans les institutions et ceux qui se proposent de les représenter (cf. *infra*). C'est la fameuse crise de la « démocratie représentative » qui alimente une sorte de méfiance et de défiance envers le personnel politique : son efficacité et sa capacité à prendre en charge les problèmes sont mises en doute et contestées. Ce désenchantement à l'égard des institutions ouvre de nouvelles failles permettant à des mobilisations substitutives de se développer face à un système politique jugé défaillant. Ainsi l'essoufflement du récit républicain contribue-t-il à favoriser l'exacerbation des affirmations identitaires, la mise en balance, sur un plan culturel, de l'identification à la France et à l'Europe, voire dans une certaine mesure l'allégeance citoyenne, avec une pluralité d'affiliations identitaires dont les conséquences les plus perceptibles sont la fragmentation du paysage

¹⁶ Muxel, Anne, *op. cit.*

politique et corrélativement une nette tendance au repli sur des micro-identités et des mobilisations collectives de plus en plus ciblées sur des micro-enjeux sociaux. Dans ces conditions, à l'instar de l'élection présidentielle de 2002 en France¹⁷, la consultation du 7 novembre 2003 a échoué à remplir le rôle qui lui était implicitement assigné : être un grand moment de mobilisation démocratique entraînant dans sa dynamique l'ensemble du système politique et permettant de clarifier les principaux choix soumis aux citoyens.

Un déphasage par rapport aux attentes et perceptions de la population

Tel est, en effet, le premier constat qui s'impose : l'extraordinaire déphasage entre la campagne telle qu'elle a été menée, les attentes de la population, et dans une moindre mesure la perception des enjeux. Ainsi les enquêtés soulignent-ils la complexité et la technicité des débats ainsi que l'insuffisance des explications¹⁸ qui apparaissent comme autant de sources potentielles de dépossession ou de difficultés pour arbitrer entre les différents paramètres de la réforme.

Ce reproche est adressé en particulier aux partisans du « oui » qui n'ont pas su se mettre à la portée de la population, en abusant d'arguments juridiques et techniques là où les partisans du « non » ont mené une campagne beaucoup plus simple, davantage axée sur les sentiments que sur le recours à la raison. Exemplaire est à cet égard le slogan « *Nou pa ka acheté chat en sak*¹⁹ » spontanément cité par les enquêtés, indépendamment de leur option politique, comme immédiatement accessible et « parlant » à tout le monde.

¹⁷ François, Bastien, « Le 21 avril 2002 et la crise de la représentativité présidentielle » in Matonti, Frédérique (éd.). *La démobilisation politique*, Paris: La Dispute, (*Pratiques politiques*; 3), 2005, pp. 23-35.

¹⁸ L'argument soulignant l'insuffisance des explications est d'autant plus significatif que la campagne électorale, mais aussi les sessions du Congrès des élus départementaux et régionaux entre 2001 et 2003 consacrées à la réforme institutionnelle, ont été puissamment relayées par l'ensemble des organes de la presse écrite et audiovisuelle qui ont accordé une large place au débat public, aux échanges politiques et à l'exégèse des textes. Il est vrai que cet argument s'accompagne généralement d'une attitude critique à l'égard de la presse, en particulier la télévision, et du personnel politique, jugés peu crédibles d'un point de vue strictement « pédagogique ».

¹⁹ Littéralement « *Nous n'achetons pas de chat dans un sac* », autrement dit, « il faut éviter de traiter sans garantie sérieuse ». Puisé dans une tradition riche en proverbes créoles (voir

On mesure ainsi le décalage avec la campagne en faveur du « oui ». Tout se passe comme si, face à la technicité des débats, les citoyens avaient procédé par simplification des enjeux : l'analyse des réponses révèle une très grande confusion dans les représentations collectives entre les notions qui ont structuré les échanges politiques et la campagne électorale. L'opposition cardinale entre les articles 73 et 74 de la Constitution, les distinctions collectivité unique / assemblée unique, ou évolution institutionnelle / changement de statut ne font guère sens ou sont faiblement maîtrisées en dehors des membres de l'échantillon issus des milieux socioculturels favorisés. Placées au cœur des échanges juridico-politiques, elles ne semblent pas avoir déterminé les choix : au mieux, elles sont l'objet d'appréciations erratiques ou sont investies de significations éloignées de celles que leur attribuent les détenteurs de la parole politique ; au pire, elles sont perçues comme le siège d'une « bataille de mots » sans grand intérêt, parce que fort éloignées des préoccupations de la population, car « *quels que soient les mots, ce sont les conséquences pratiques qui comptent* » (chômeur de 40 ans, créateur d'entreprise). En réalité, tout se ramène à une expression générique – « *l'assemblée unique* » – dont le sens et le contenu varient considérablement, lorsqu'ils ne prêtent pas à confusion comme en témoigne cet exemple typique :

« Personnellement, en tant que non initié, je ne comprenais rien au débat, comme plein de personnes d'ailleurs. Au lieu de parler tout simplement, les politiciens utilisent plein de mot compliqués, au mieux ils auraient pu parler créole, on est en Martinique, il y a plein de personnes qui parlent créole, mais eux non, ils parlent compliqué, avec de grands mots pour montrer qu'ils savent parler français, peut-être, mais toi tu ne peux pas avoir confiance puisque que tu ne comprends pas »... « Quand j'ai entendu ces histoires de statut, d'évolution institutionnelle, d'assemblée unique, c'est comme si on me parlait japonais, le peu que je pouvais comprendre c'est qu'on allait changer de statut c'est-à-dire devenir des TOM ».
(Chômeur de 27 ans, niveau d'étude bac)

Confiant, Raphaël. *Le grand livre des proverbes créoles : Ti-pawol*, Paris, Presses du Châtelet, 2004), ce slogan, dont on prête la paternité à Camille Darsières, dirigeant du Parti progressiste martiniquais (PPM), entre en consonance avec la méfiance à l'égard du personnel politique insulaire, voire métropolitain, qui se renforce d'une grande prudence à l'égard d'une réforme perçue comme entourée d'incertitudes et potentiellement porteuse de lendemains qui déchantent.

Au demeurant, l'expression « changement de statut » est très fréquemment associée à l'idée d'indépendance, synonyme de « misère », ou à celle d'autonomie, guère plus rassurante aux yeux des enquêtés. Faute d'une véritable clarification des choix, ces derniers sont dès lors portés à dénoncer l'insuffisance des explications proposées par les élus et la presse au regard de l'importance de l'enjeu et, corrélativement, à exiger une plus grande pédagogie.

Un autre décalage, celui ressenti par rapport aux attentes de la population, explique incontestablement cette distanciation, mêlée d'incompréhension, à l'égard du discours développé par le personnel politique. Si les enquêtés semblent favorables à une évolution, ils considèrent néanmoins que le lien est loin d'avoir été établi avec leurs préoccupations immédiates et quotidiennes : le chômage, la violence, la délinquance, le trafic et la consommation de drogue, l'insertion des jeunes, etc... D'autant qu'ils reprochent aux élus, une fois au pouvoir, d'être déconnectés de la réalité et de leurs problèmes. De même, ils tendent à considérer que le vrai changement passe, sinon par un renouvellement du personnel politique et une réforme institutionnelle, du moins par une profonde évolution des mentalités. Toutefois, il paraît difficile de déterminer les contours et le contenu de cette éventuelle réforme, tant il est vrai que les perceptions demeurent floues, même si un autre constat, en forme de nouveau paradoxe, semble sourdre de leurs propos : la quasi-disparition des partisans du *statu quo*.

Vers la remise en cause du *statu quo* ?

L'examen de l'échantillon révèle, en effet, qu'il n'y a pratiquement plus de partisans du *statu quo* à la Martinique. Ce n'est pas l'un des moindres paradoxes de la consultation du 7 décembre 2003 : les résultats ont précisément abouti à la pérennisation d'une configuration institutionnelle dont les membres de l'échantillon soulignent pour la plupart, indépendamment de leur vote en faveur du « oui » ou du « non », les insuffisances, et pour certains, les effets pervers. D'où un discours relativement structuré sur les problèmes que pose la superposition de deux collectivités, qu'il s'agisse de l'enchevêtrement des compétences, des pertes de temps liées à l'allongement des circuits décisionnels ou du gaspillage généré par la multiplication des niveaux d'intervention, etc. Ce discours s'accompagne dans certains cas d'un appel en faveur du renforcement du pouvoir local. Au delà de cette analyse qui reproduit, dans une large mesure,

le point de vue des élus locaux, deux séries de facteurs permettent d'établir un début de typologie des opinions, des représentations et des attitudes expliquant les comportements lors de la consultation populaire.

En premier lieu, on discerne une forte méfiance à l'égard, non pas simplement d'une évolution institutionnelle ou d'un changement de statut, mais des modalités concrètes du déroulement de la consultation du 7 décembre 2003 proposant une telle évolution. Sont ainsi déplorées l'existence d'un flou qui a nourri le sentiment du « *chat en sak* », « *l'impression d'aller vers l'inconnu* », « *de ne pas savoir où l'on va* » ainsi que des « *explications insuffisantes* » sur la nouvelle collectivité fréquemment identifiée à l'« assemblée unique », comme en témoigne cette citation.

« Je n'ai pas compris pourquoi on a consulté le peuple, Quand il s'agissait de faire la décentralisation, on n'a pas consulté le peuple !... Je ne dis pas que si aujourd'hui on voulait seulement une assemblée unique, on n'avait pas besoin de consulter... C'est pour ça que pour moi, il ne s'agissait pas d'une assemblée unique comme on disait, puisque je me dis que la région on nous l'a imposée presque, on ne nous a même pas demandé si ça nous intéressait, le département pareil... donc l'assemblée unique on pouvait la faire sans consultation. Donc pour moi c'était pas vraiment une consultation pour une assemblée unique mais bien pour un changement de statut... En fait, on sait pertinemment que le Martiniquais n'a pas envie de changer de statut donc on a essayé de faire passer la pilule avec cette histoire d'assemblée unique ». (Infirmière libérale de 62 ans)

Par ailleurs, les enquêtés n'hésitent pas à mobiliser un répertoire dans lequel les notions d'ambiguïté, de confusion, de flou, de piège et de coup fourré sont fortement sollicitées pour décrire leurs perceptions des débats :

« Moi j'avais voté non, alors qu'a priori j'aurais bien aimé qu'il y ait une seule assemblée mais j'ai trouvé comme beaucoup de gens que la façon dont c'était présenté était un peu 'chat' den sak', c'est-à-dire on ne savait pas ce qu'il y avait derrière, c'était flou... ça sentait un peu le coup fourré, je ne sais pas, je me suis méfiée comme beaucoup de gens ». (Femme béké de 50 ans)

Comme le révèle cette dernière citation, la méfiance à l'égard de la consultation peut s'accompagner d'une nette tendance à s'interroger sur les

non-dits de la réforme, voire à les traquer. Le fait de consulter la population devient alors suspect et conduit à retourner contre la démocratie ses propres formes d'expression ou sa raison d'être. Il est vrai que cette méfiance semble avoir été amplifiée par la conjonction d'une série de facteurs : l'attitude du Gouvernement resté délibérément en retrait tout au long de la campagne ; les prises de position successives de la ministre de l'outre mer, Brigitte Girardin, favorable à la réforme mais soucieuse d'une certaine forme de neutralité, alors que les relais locaux de l'UMP faisaient activement campagne en faveur du « non » ; l'indécision, voire le volte-face de certains élus locaux ; l'affaiblissement des clivages partisans et la perte de centralité des partis politiques dans l'encadrement des électeurs.

En second lieu, dans l'imaginaire de certains enquêtés, les avantages acquis ou inhérents à la citoyenneté française sont indissolublement liés sinon au statut, du moins au cadre départemental. Pour ces électeurs, le lien n'est pas spontanément établi avec la simple appartenance à l'ensemble national français, mais passe nécessairement par la médiation de ce cadre. Dans ces conditions, ils n'hésitent pas à mettre en avant la peur de perdre les « avantages consentis par la France » et de voir celle-ci « s'éloigner », et redoutent que « les caprices des Martiniquais et les difficultés liées à la banane, la canne, les aléas climatiques soient l'occasion pour la France de s'éloigner des Antilles ». D'autres, tout en récusant l'idée de peur, soulignent leur attachement aux avantages acquis :

*« Moi j'aime pas l'expression « peur ». Moi je n'ai pas peur de changer mais **je ne veux pas** [intonation dans la voix, main à plat sur la table] perdre les avantages, ce n'est pas la même chose. Dire que les gens ont eu peur, c'est une façon de les mépriser. Ce n'est pas que tu es poltron, c'est surtout que tu ne veux pas perdre ce que tu as de bon, et tu sais que si la situation se dégrade, ce ne sont pas les élus qui vont souffrir, c'est le petit peuple. Pourquoi changer si on va perdre quelque chose ? Si c'est pour progresser, d'accord, mais là... qui pouvait nous dire franchement de quoi il s'agissait ? Personne ne savait rien. (Infirmière libérale de 62 ans).*

Toutefois, il semble que la peur ait moins d'importance dans l'explication des comportements que le sentiment d'incertitude et de méfiance qui revient fréquemment dans le discours des personnes interrogées.

Une image négative du personnel politique

Cette image négative se reflète à travers la dénonciation du comportement des élus durant la campagne proprement dite et les reproches qui leur sont adressés dans l'exercice de leurs mandats électifs. Sur le premier point, les critiques sont souvent associées à des jugements non moins sévères à l'endroit de la presse. Elles soulignent une incapacité à expliquer ou expliciter les choix et les enjeux ainsi que l'ambiguïté dans les positionnements. De la part des partisans du « oui », le reproche est double et symétrique, les hommes politiques opposés à la réforme ayant remplacé à leurs yeux la campagne d'explication par des arguments fondés sur la peur, alors que ceux qui y étaient favorables se sont abstenus de faire campagne :

« Ils n'ont pas fait campagne ! Tous les gens-là de gauche qui disaient oui, ils n'ont pas fait campagne (...). En surface, ils disaient oui parce que quand il y a eu le Congrès, ils étaient tous d'accord pour le oui, c'est ça le problème, ils étaient tous d'accord pour le oui, sauf peut-être un ou deux, mais quand il a fallu mettre ce oui-là en pratique, ils ont eu peur. Ils ont eu peur. Ils ont eu peur parce qu'ils se sont dit : mais je ne serai plus là ! Ils n'ont vu que leurs ambitions personnelles ! Donc ils n'ont pas fait campagne, ils se sont comportés comme des malpropres, Un tel s'est comporté comme un malpropre ! On a même fait une chanson (...) ah non des gens comme ça, on ne peut pas leur faire confiance ».

L'idée que les élus ont d'abord défendu leur siège susceptible de disparaître par réduction mécanique du nombre de mandats électifs revient d'ailleurs très fréquemment.

Sur le second point, force est d'admettre qu'au-delà de la consultation proprement dite, l'image du personnel politique et des partis politiques est fortement dégradée. L'observateur se trouve en présence d'un registre classique²⁰ qui associe critiques parfois violentes contre les élus, exigences accrues à l'égard de la démocratie et faible implication dans la vie

²⁰ Ces critiques prennent la forme d'une accusation en termes de « magouilleurs et [d']incapables », d'une dénonciation récurrente du « clientélisme », et des hommes et femmes politiques qui « se prostituent pour les postes » et sont avant tout intéressés par les « avantages attachés à leur fonction » etc.

politique ou baisse de la participation électorale. Ce phénomène peut atteindre une forme paroxystique de rejet du politique et de radicalité :

« Personnellement, je n'ai pas voté. Parce que unique ou pas, ils nous niquent toujours. Pour moi, ce sera toujours la même chose, on attendra l'argent de la France et on va gérer comme on fait maintenant. Au niveau politique, on sait comment ça se passe ici, même s'il y avait une seule assemblée, ce sera toujours les mêmes magouilles, ça ne va rien changer... Enfin, non, ça aurait été pire parce que comme il y aurait un seul patron, il pourrait faire ce qu'il veut, alors que s'il y en a deux, ça peut plus ou moins s'équilibrer, tu comprends ». (Artiste : auteur-compositeur-interprète professionnel de rap et de dancehall, 32 ans)

Sans atteindre cette position extrême, le désaveu du personnel politique est également fortement présent chez des individus directement impliqués dans la vie associative. Il témoigne d'une évolution identique à celle observée dans la plupart des démocraties et dont les signes les plus visibles sont le déclin des formes traditionnelles d'engagement (dans les partis, les syndicats...) ainsi que de la participation politique conventionnelle (élections), et le développement concomitant de nouvelles formes d'engagement plus labiles et plus ponctuelles comme tend à le montrer la prolifération à la Martinique de « *single issue groups* » analysée ailleurs²¹.

Cette méfiance à l'égard du personnel politique est associée à une désaffection à l'égard des structures partisanes dont le poids dans la structuration des choix paraît plutôt faible. On relève, en effet, une quasi-absence d'identification aux partis politiques, compensée, il est vrai, par des liens d'allégeance personnelle et des processus d'identification à des personnalités ou par un positionnement, parfois problématique, sur l'axe droite / gauche. En outre, les pratiques au sein des partis politiques font l'objet de critiques imagées mais acerbes : « *quant au PPM, c'est le soubresaut après la guerre des chefs... une tartine à partager... ils se tirent dans les pattes... aux côtés de Claude Lise, plus adroit et plus sournois qui tire à fleuret moucheté, il y a Darsières qui s'est fait disqualifier* »...

²¹ Daniel, Justin. « L'espace politique aux Antilles françaises », *Ethnologie française*, XXXII, no. 4, 2002, pp. 589-600.

Toutefois, quelques rares personnalités bénéficient parfois d'appréciations positives : c'est le cas pour Claude Lise, président du Conseil général, de Serge Letchimy, maire de Fort-de-France et surtout d'Alfred Marie-Jeanne, président indépendantiste de la région. Les jugements portés sur ce dernier transcendent largement les clivages politiques traditionnels et sont repris en chœur, y compris par ceux qui participent peu à la vie politique (les individus non inscrits sur les listes électorales ainsi que les abstentionnistes). L'accent est mis sur son « franc-parler », sa « sincérité » et sa « proximité avec la population », comme en témoigne cette citation emblématique et qui résume assez bien le point de vue dominant au sein de l'échantillon :

« Marie-Jeanne a laissé un bon souvenir à Rivière-Pilote, quand il était maire et puis c'est le seul qui parle pour que les gens comprennent, les gens se reconnaissent à travers lui, il parle créole, il utilise des proverbes du pays... les gens votent pour lui, pour la personne, c'est pas forcément une question d'indépendance. Je pense aussi que les gens votent pour lui contre les autres partis... les autres partis ici, surtout ceux de droite, c'est quand même des vendus... » (Homme, chômeur de 27 ans)

Un double découplage

La mise en perspective du vote du 7 décembre 2003 avec les scrutins qui ont suivi révèle un double découplage entre, d'une part, la consultation elle-même et les élections régionales et cantonales de mars 2004 et, d'autre part, entre les enjeux nationaux et les enjeux locaux, confirmant ainsi l'autonomie croissante de la sphère politique martiniquaise.

Le premier phénomène explique très largement la victoire du Mouvement Indépendantiste Martiniquais aux élections régionales de mars 2004. Comment expliquer le succès du leader indépendantiste martiniquais à ces élections, Alfred Marie-Jeanne, sinon par le fait que les électeurs qui venaient de repousser toute évolution du point de vue institutionnel ont très clairement distingué les enjeux des deux scrutins et refusé d'établir toute continuité entre ces derniers ? En clair, le désaveu infligé en décembre 2003 aux élus locaux qui s'étaient majoritairement prononcés pour la réforme institutionnelle n'a eu aucune incidence sur les choix opérés en mars 2004.

Il est clair que les électeurs ont voté non pas tant en faveur de la liste conduite par Alfred Marie-Jeanne, président sortant de la région, que pour ce dernier, dans la mesure où il a délibérément choisi de revêtir l'habit du « bon gestionnaire », soucieux des deniers publics et qu'il « *crie moins fort qu'avant à l'indépendance* ». Un constat qui est d'ailleurs en parfaite congruence avec l'un de ses slogans de campagne : « *pa ba moun raffin séparé lagen*²² » en réponse à ses adversaires lui reprochant de thésauriser à la tête de l'institution régionale plutôt que de lancer des opérations d'investissement.

Mieux : Alfred Marie-Jeanne apparaît comme celui qui cherche à concilier la distance proclamée avec Paris et l'Europe à travers sa rhétorique indépendantiste avec un accès privilégié à ces centres de décision et aux ressources politiques qui s'y rattachent, comme par exemple la présidence des régions ultrapériphériques qui lui a permis de renforcer sa légitimité en tant que chef de l'exécutif régional, tout en continuant à dénoncer l'Europe « coloniale ». Autrement dit, il prétend exprimer et incarner simultanément une appartenance identitaire et un positionnement extra-martiniquais. Dans ce type de discours, la Martinique devient la fin et l'Europe ou la France les moyens au service de cette fin. Cette multipositionnalité et l'articulation réussie entre ces différents niveaux d'action sont autant d'instruments mobilisés dans le cadre de cette stratégie dont l'efficacité n'est pas douteuse. Cette dernière s'est révélée d'autant plus payante que les résultats de la consultation du 7 décembre 2003 ont permis de verrouiller en amont toute velléité de changement institutionnel, rassurant du même coup une frange, sans doute majoritaire de l'opinion, hostile à toute remise en cause substantielle sur le plan institutionnel mais sensible au discours identitaire. Cette capacité à jouer simultanément ou alternativement sur deux registres est conforme au mode de fonctionnement et aux attentes des Martiniquais eux-mêmes, comme l'exprime clairement une enquête :

« Et puis l'idéologie qu'il [Alfred Marie-Jeanne] défend, c'est peut-être quelque part pour les Martiniquais un garde-fou, c'est l'homme qui peut s'opposer, si besoin est, à l'Etat français, c'est le meilleur garant de la légitimité martiniquaise (...) Parce que quand on regarde l'attitude des gens face à tous les mouvements nationalistes,

²² Littéralement : Il faut se garder de confier le soin à des individus dans le besoin de procéder à la redistribution d'argent.

et puis face aussi aux syndicats, ils se comportent comme des clients, comme des consommateurs. C'est-à-dire que d'une manière générale, quand tout va bien, l'ordre social leur convient. Mais quand ils se sentent bafoués dans leurs intérêts particuliers, ils mettent tout de suite en avant leur origine. Finalement l'Etat français c'est quand même l'Etat de France ! C'est que ce ne sont pas des Martiniquais. Là ils mettent en avant leur appartenance : on est Martiniquais, donc on va voir des Martiniquais qui sont mieux capables de nous comprendre ». (Femme institutrice de 39 ans, Robert)

Tout aussi significatif paraît cet exemple d'un homme de 75 ans qui se présente comme un militant du MIM, mais qui n'est pas favorable à l'indépendance qui lui semble impossible, tout en saluant les acquis de la départementalisation ainsi que l'avantage que représente l'appartenance à un grand ensemble, la France et l'Europe et qui affirme : *« le problème du largage ne se pose pas et ne se posera plus, il est trop tard »*. Pour lui, le « oui » aurait tout simplement permis... une meilleure intégration à l'Europe face aux menaces que représente le géant américain.

Quant au deuxième phénomène de découplage, il témoigne de l'autonomisation croissante de la sphère politique locale par rapport à son homologue métropolitaine, les deux sphères se touchant tangentiellement sans nullement se recouper ou se confondre. Ce constat dépasse largement le cadre de cette courte note de recherche sur la consultation du 7 décembre 2003. Mais il est possible de relever quelques indices tirés de l'observation de terrain et confirmant cette hypothèse. A commencer, tout d'abord, par la tendance des enquêtés à minimiser le rôle du Gouvernement, invité à laisser les Martiniquais prendre leurs responsabilités, même s'ils regrettent parfois l'insuffisance des explications apportées par la ministre de l'outre mer (cas des partisans du oui) ; ou même s'ils considèrent que l'attitude du Gouvernement a eu d'autant moins d'incidence sur leurs propres choix qu'elle était en contradiction avec celle des relais naturels de ce Gouvernement ou visait à se débarrasser des DOM (cas des partisans du non). De même, la visite du leader national François Bayrou, venu soutenir les partisans du « non », est plutôt mal appréciée dans ce contexte : *« il n'avait rien à faire à la Martinique »*.

Ensuite, aucun lien direct ne peut être établi entre les élections régionales de mars 2004 et une éventuelle sanction du Gouvernement comme

cela a été le cas en France métropolitaine, les choix ayant été manifestement déterminés par la configuration politique locale. Ce qui confirme le faible intérêt pour la politique nationale²³. Autrement dit, les prises de position nationales influent très peu ou à la marge sur les comportements électoraux au niveau local. Il est vrai que ce constat n'est pas nouveau : ce phénomène a déjà observé dans le passé, notamment au cours des années 60 et 70, lorsque l'électeur dissociait clairement ses comportements en fonction de l'enjeu ou de la portée – nationale ou locale – de l'élection afin de conjurer... tout risque d'indépendance ou d'autonomie tout en apportant son soutien aux élections locales aux élus défendant ces options.

RESUME

La consultation populaire du 7 décembre 2003 et ses implications : analyse de quelques paradoxes martiniquais

Après un bref rappel du contexte dans lequel est intervenue la consultation populaire du 7 décembre 2003, cet article s'arrête plus particulièrement sur le niveau de participation des électeurs, compte tenu de l'abstentionnisme structurel qui caractérise la vie politique à la Martinique, avant de dégager les principales conclusions qui s'imposent à partir des données recueillies grâce à des entretiens en profondeur. Ces conclusions se ramènent à quatre constats principaux : 1) l'existence d'un déphasage entre la campagne électorale ayant précédé la consultation, les attentes exprimées par la population et leurs perceptions de l'enjeu ; 2) la quasi-disparition de partisans du *statu quo* alors que paradoxalement les résultats de la consultation populaire et des élections de mars 2004 concourent à sa pérennisation ; 3) la dégradation de l'image du personnel politique ; 4) l'existence d'un double phénomène de découplage, entre la consultation et les élections régionales et cantonales d'une part, et entre les enjeux locaux et les enjeux nationaux d'autre part.

Mots-clés : abstentionnisme, consultation populaire, débat institutionnel, démocratie locale, personnel politique local

²³ Selon un sondage publié en juin 2003 par le groupe IPSOS, seul 40% des personnes interrogées se déclare intéressé par la politique nationale (60% pour la politique locale, 49% pour la politique régionale et 54% pour la politique internationale). Le sondage révèle par ailleurs une méconnaissance du personnel politique national. Sondage réalisé par téléphone du 20 février au 8 mars 2003 à partir d'un échantillon de 1426 personnes représentatif des populations vivant en Guadeloupe, à la Martinique et à La Réunion, selon la méthode des quotas.

ABSTRACT

The December 7, 2003 Referendum and the implications thereof: analysis of a few Martinican paradoxes

Following a brief overview of the context of the December 7, 2003 referendum, this article focuses more particularly on the rate of participation of its voters, given the usual abstention rate, typical of Martinican political life, prior to highlighting the principle findings drawn from the gathered data thanks to in-depth interviews. Such findings lead to the following four observations: 1) the existence of a gap between the election campaign preceding the referendum, the expectations expressed by the public and their perception of the elements at stake 2) the near disappearance of the supporters of the status quo while paradoxically, the results of the referendum and the March 2004 elections tended towards its survival 3) the deterioration of the image of the political actors 4) the existence of a double phenomenon of divergence between the referendum and the regional and municipal elections on the one hand and between local issues and national issues on the other hand.

Key Words: *abstention, referendum, institutional debate, local democracy, local political actors.*

ANNEXE I

Grille d'entretien

Les entretiens ont été organisés à partir d'une grille comportant les thèmes suivants :

- ◆ la complexité ou non du débat qui a précédé la consultation proprement dite ;
- ◆ les appréciations portées sur les campagnes d'explication ;
- ◆ l'intérêt manifesté pour le débat et éventuellement pour les débats durant la campagne de la consultation et pour ceux qui ont précédé (par exemple au Congrès des élus départementaux et régionaux) ?
- ◆ appréciations sur le déroulement de la précampagne et de la campagne proprement dite ;
- ◆ sentiment sur l'attitude du Gouvernement, en particulier de la Ministre de l'outre-mer, face à la réforme proposée ?
- ◆ perception de la question posée : trop compliquée ? Suffisamment claire ? compréhensible ? Zones d'ombre éventuelle ?
- ◆ les représentations associées aux notions de « statut », d' « évolution institutionnelle » de « changement de statut », d' « assemblée unique », et de « collectivité unique » ?
- ◆ signification du « oui » ; avantages et inconvénients associés au « oui » ;
- ◆ signification du « non » ; avantages et inconvénients associés au « non » ;
- ◆ la perception des conséquences éventuelles de la réforme sur l'avenir de la Martinique ;
- ◆ influence des prises de position des partis ou mouvements politiques ainsi que des personnalités politiques sur la réforme proposée dans le choix final de l'enquête ;
- ◆ le rôle des békés dans la campagne ;
- ◆ perception des élus locaux et de leur rôle tout au long de la campagne ;
- ◆ l'image du personnel politique à la Martinique ;
- ◆ conséquences des résultats de la consultation sur les élections de mars 2004 ; le vote massif en faveur d'Alfred Marie-Jeanne ;
- ◆ perception de l'avenir de la Martinique ;
- ◆ identification de l'enquête (ou degré de proximité avec) à un mouvement politique ou une personnalité politique.

ANNEXE II

Résultat de la consultation du 7 décembre 2003 (Martinique)

communes	Inscrits	Votants	Tx de part.	Abst.	Abst. (%)	B&N	B&N (% des votants)	Suffrages exprimés	oui	oui (% des s.e.)	non	non (% des s.e.)
Ajoupa Bouillon	1 363	655	48,06%	708	51,94%	69	10,53%	586	277	47,27%	309	52,73%
Anses d'Arlets	2 944	1 151	39,10%	1 793	60,90%	82	7,12%	1 069	686	64,17%	383	35,83%
Basse Pointe	2 292	1 631	71,16%	661	28,84%	149	9,14%	1 482	562	37,92%	920	62,08%
Bellefontaine	1 391	580	41,70%	811	58,30%	53	9,14%	527	221	41,94%	306	58,06%
Carbet	2 572	1 257	48,87%	1 315	51,13%	52	4,14%	1 205	562	46,64%	643	53,36%
Case Pilote	2 821	1 350	47,86%	1 471	52,14%	69	5,11%	1 312	492	37,50%	820	62,50%
Diamant	3 444	1 605	46,60%	1 839	53,40%	73	4,55%	1 531	836	54,60%	695	45,40%
Ducos	9 399	4 096	43,58%	5 303	56,42%	303	7,40%	3 795	1 895	49,93%	1 900	50,07%
Fonds St Denis	852	365	42,84%	487	57,16%	21	5,75%	344	168	48,84%	176	51,16%

communes	Inscrits	Votants	Tx de part.	Abst.	Abst. (%)	B&N	B&N (% des votants)	Suffrages exprimés	oui	oui (% des s.e.)	non	non (% des s.e.)
Fort de France	62 971	26 297	41,76%	36 674	58,24%	1 801	6,85%	24 496	13 459	54,94%	11 037	45,06%
François	14 254	6 502	45,62%	7 752	54,38%	617	9,49%	5 885	2 748	46,69%	3 137	53,31%
Grand Rivière	815	403	49,45%	412	50,55%	9	2,23%	394	262	66,50%	132	33,50%
Gros Morne	7 475	3 508	46,93%	3 967	53,07%	284	8,10%	3 224	1 374	42,62%	1 850	57,38%
Lamentin	18 815	8 552	45,45%	10 263	54,55%	692	8,09%	7 860	4 229	53,80%	3 631	46,20%
Lorrain	6 147	3 075	50,02%	3 072	49,98%	310	10,08%	2 765	1 293	46,76%	1 472	53,24%
Macouba	1 147	536	46,73%	611	53,27%	25	4,66%	511	136	26,61%	375	73,39%
Marigot	2 979	1 330	44,65%	1 649	55,35%	95	7,14%	1 235	585	47,37%	650	52,63%
Marin	5 802	2 253	38,83%	3 549	61,17%	142	6,30%	2 105	782	37,15%	1 323	62,85%
Morne Rouge	4 390	2 313	52,69%	2 077	47,31%	182	7,87%	2 132	1 419	66,56%	713	33,44%
Morne Vert	1 564	869	55,56%	695	44,44%	44	5,06%	825	233	28,24%	592	71,76%
Prêcheur	1 484	618	41,64%	866	58,36%	34	5,50%	584	327	55,99%	257	44,01%
Rivière Pilote	9 610	4 489	46,71%	5 121	53,29%	268	5,97%	4 220	2 947	69,83%	1 273	30,17%
Rivière Salée	7 633	3 461	45,34%	4 172	54,66%	254	7,34%	3 207	1 519	47,37%	1 688	52,63%

La consultation populaire de décembre 2003 ...

Communes	Inscrits	Votants	Tx de part.	Abst.	Abst. (%)	B&N	B&N (% des votants)	Suffrages exprimés	oui	oui (% des s.e.)	non	non (% des s.e.)
Robert	14 184	6 422	45,28%	7 762	54,72%	570	8,88%	5 852	2 372	40,53%	3 480	59,47%
Saint Esprit	6 717	2 779	41,37%	3 938	58,63%	134	4,82%	2 645	1 127	42,61%	1 518	57,39%
Saint Joseph	9 965	4 113	41,27%	5 852	58,73%	287	6,98%	3 826	1 790	46,79%	2 036	53,21%
Saint Pierre	4 094	1 416	34,59%	2 678	65,41%	88	6,21%	1 328	598	45,03%	730	54,97%
Sainte Anne	3 517	1 592	45,27%	1 925	54,73%	66	4,15%	1 526	858	56,23%	668	43,77%
Sainte Luce	5 883	2 470	41,99%	3 413	58,01%	158	6,40%	2 312	982	42,47%	1 330	57,53%
Sainte Marie	15 852	6 896	43,50%	8 956	56,50%	654	9,48%	6 243	2 484	39,79%	3 759	60,21%
Schœlcher	13 700	6 714	49,01%	6 986	50,99%	382	5,69%	6 332	3 222	50,88%	3 110	49,12%
Trinité	8 298	3 644	43,91%	4 654	56,09%	313	8,59%	3 331	1 598	47,97%	1 733	52,03%
Trois Ilets	3 651	1 456	39,88%	2 195	60,12%	76	5,22%	1 380	715	51,81%	665	48,19%
Vauclin	7 031	2 506	35,64%	4 525	64,36%	209	8,34%	2 299	909	39,54%	1 390	60,46%
TOTAL DEPARTEMENT	265 056	116 904	44,11%	148 152	55,89%	8 565	7,33%	108 368	53 667	49,52%	54 701	50,48%